

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

OMC

Genève

Avis de vacance n° 490

Le Secrétariat de l'OMC désire pourvoir un poste de juriste à la Division des affaires juridiques. Toutes les personnes qualifiées, sans distinction de sexe, sont invitées à présenter leur candidature. Les fonctionnaires du Secrétariat que ce poste intéresserait sont également invités à présenter leur candidature.

TITRE ET CLASSE:	Juriste – Classe 8 ¹
TRAITEMENT DE DÉPART:	Environ 100 500 francs suisses net par an
AUTRES CONDITIONS:	<p>Conformément au Statut du personnel et au Règlement du personnel de l'OMC ainsi qu'au Statut du Régime des pensions de l'OMC.</p> <p>Les fonctionnaires qui ne sont pas recrutés sur le plan local bénéficient d'un ensemble de prestations liées à l'expatriation.</p>
NATURE DE L'ENGAGEMENT:	Engagement de durée déterminée (deux ans), avec possibilité de prolongation.
FONCTIONS GÉNÉRALES:	<p>Sous la supervision du Directeur de la Division, le titulaire aidera à l'exécution des tâches confiées à la Division des affaires juridiques qui consistent, entre autres choses, à:</p> <ul style="list-style-type: none">a) donner des avis aux délégués, aux groupes spéciaux chargés du règlement des différends et aux membres du personnel sur des questions et des précédents juridiques en rapport avec l'OMC et les accords négociés sous ses auspices;b) assurer le secrétariat des réunions des groupes spéciaux et des groupes de travail;c) élaborer des études sur des questions juridiques;d) fournir une assistance technique et dispenser une formation en ce qui concerne les Accords de l'OMC, y compris les procédures de règlement des différends de l'OMC;e) préparer les publications de l'OMC dont la Division est responsable, y compris l'Index analytique, les rapports sur le règlement des différends et les documents indiquant le stade où en sont les différends soumis à l'OMC.

¹ Le poste peut être offert à une classe inférieure si le candidat retenu n'a pas toutes les qualifications requises.
03-2333

- QUALIFICATIONS REQUISES:** Diplôme supérieur en droit, y compris études pertinentes en droit commercial international et en droit international public; au moins cinq ans d'expérience professionnelle dans le domaine considéré; connaissance approfondie des questions juridiques et économiques se rapportant à l'OMC; aptitude à travailler de façon indépendante et à coopérer avec d'autres dans un cadre international varié.
- LANGUES:** Excellente connaissance de l'anglais et aptitude à rédiger avec exactitude, concision et rapidité. Une bonne connaissance pratique du français ou de l'espagnol serait un atout.
- CANDIDATURES²:** Prière d'utiliser le formulaire de candidature en ligne qui peut être téléchargé à partir du site Web de l'OMC - www.wto.org - sous "vacances de poste". Au cas où il ne pourrait pas être téléchargé, prière d'envoyer un courrier électronique ou un fax à la Section des ressources humaines pour le demander. Le formulaire dûment rempli peut aussi être envoyé à l'adresse suivante:
- Directeur, Division de l'administration et des services généraux
(Section des ressources humaines)
OMC
Centre William Rappard
154, rue de Lausanne
1211 Genève 21
Suisse
- Courrier électronique: humanresources@wto.org
Fax: +41-22-739 5772
- Les candidats sont priés de ne pas envoyer leur candidature par diverses voies. Il n'est pas nécessaire de la compléter par des copies des pièces attestant les qualifications, des précédents contrats de travail, des publications complètes, etc.
- Les candidats **doivent** indiquer clairement à la section 15 du formulaire de candidature l'avis de vacance de poste pour lequel ils postulent (n° 490)
- Il ne sera **pas** accusé réception des candidatures. Seules les candidatures de personnes possédant les qualifications requises seront prises en considération. Seul le candidat retenu sera avisé de l'issue de la mise au concours.
- Les candidats sont priés de ne pas chercher à savoir où en est l'examen de leur candidature.
- DATE LIMITE POUR LE DÉPÔT DES CANDIDATURES:** **26 juin 2003**
Aucune candidature ne sera prise en considération après cette date.

² Seules seront acceptées les candidatures de ressortissants d'États Membres de l'OMC.